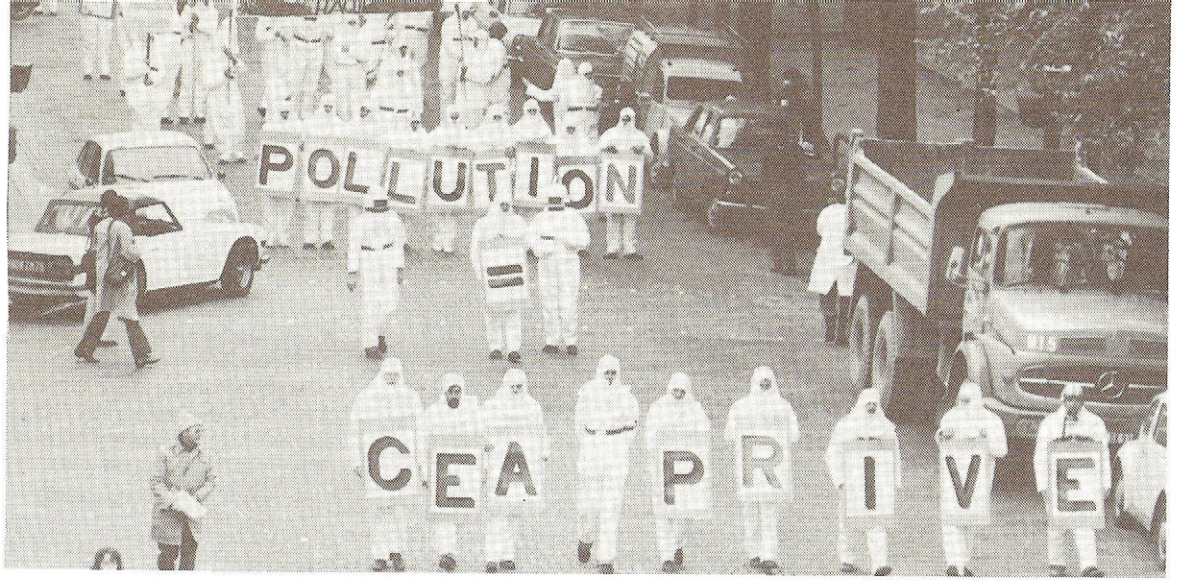


5) la CGT : contre une centrale à Plogoff

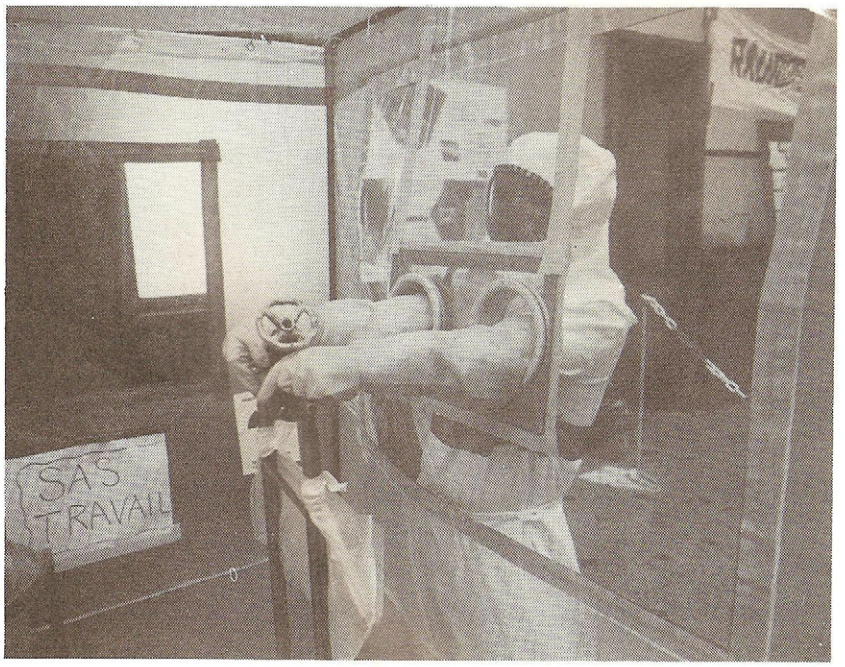
Si la déclaration du comité régional de la CGT Bretagne sur le nucléaire reprend des positions analogues à celles du PCF (le nucléaire est assimilé au progrès, à l'indépendance énergétique), elle tranche brutalement en se prononçant d'emblée contre la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne.

Elle explique qu'aujourd'hui l'énergie nucléaire aux mains des groupes financiers n'offre pas les conditions de sécurité. Pourtant il est difficile de penser que les nationalisations offriraient les garanties et les moyens techniques inexistants, que la CGT exige pour utiliser le nucléaire (la sécurité du personnel doit être assurée et les moyens de protection contre les dangers de l'irradiation respectés quoi qu'il arrive).

C'est là en état de cause une déclaration qui tend à se démarquer des grossières prises de position du PCF. Celle-ci n'a pu être prise que grâce à une rupture même partielle de militants du PCF avec la ligne de leur parti, et témoigne des pressions qu'exerce l'essor de mouvement antinucléaire.

La déclaration de l'union départementale du Finistère est à cet égard encore plus significative que celle de l'union régionale, car elle se déclare quant à elle opposée à l'utilisation du nucléaire tant que les études n'auront pas donné de garanties.

Mais ces prises de position sont en contradiction avec la médiocrité des propositions qui suivent, sans doute par souci de compromis : *« Les exigences de la sûreté nucléaire conduisent la CGT à préconiser un allongement des délais et une réduction relative de l'ampleur du programme nucléaire actuel. »*



En revanche le texte de l'union régionale ne touche mot de la prise de position de la Confédération favorable aux surgénérateurs qualifiés de français, avec leurs contingences de déchets, plutonium, stockage...

6) La CFDT : des élaborations intéressantes qui contrastent avec ses conclusions

La CFDT, avec le syndicat national du personnel de l'énergie atomique, a réalisé un travail d'analyses et d'études, des plus importants sur la question du nucléaire.

Elle a participé à la dénonciation du problème insurmontable des déchets, de l'incohérence du programme. Mais les propositions avancées restent extrêmement timides. Elle ne reprend en fait que les propositions du PS sur le moratoire qui pour elle a une durée de 3 ans au lieu de 18 mois, en proposant de se donner le temps d'utiliser l'expérience acquise avec les premières centrales pour construire les suivantes. Elle refuse d'intégrer les aspects décisifs du nucléaire tel que l'accumulation des déchets pendant des milliers d'années (la CFDT s'en accomode-t-elle ?) ainsi que les aspects économiques et sociaux. Ce refus de rompre avec la logique des nucléopathes se fonde en fait sur un a priori indépassable : *« Les contraintes existantes »*, lire l'économie de marché.

En tout état de cause, ces prises de position devraient amener les organisations syndicales au premier rang de la solidarité avec Plogoff.

Aujourd'hui il faut discuter et mettre à l'ordre du jour ces questions dans les sections syndicales, rompre la division pour engager la lutte. L'inaction contre le nucléaire n'est que le reflet des conséquences de la division qui bloque toute action d'ampleur au niveau national contre l'austérité.